

ACCORD-CADRE TRAVAUX

entre la

Banque européenne d'investissement

et

[Nom du Contractant]

Lot ●
[Intitulé]

Luxembourg, le *[date]*

[Ville], le *[date]*

[Rappel : le contrat devra être signé en premier lieu par le contractant]

LE PRÉSENT ACCORD-CADRE EST CONCLU ENTRE :

la Banque européenne d'investissement, ayant son siège au 98-100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg, représentée aux fins de la signature du présent contrat par ● et ●,

(ci-après dénommée « **la Banque** »)

d'une part,

et

[Nom du Contractant], [type de société], société de droit [préciser], ayant son siège social à [ville] représenté aux fins de la signature du présent contrat par ●,

(ci-après dénommé **le «Contractant** »)

d'autre part,

(la Banque et le Contractant ci-après également « **une Partie** » et ensemble « **les Parties** »)

CONSIDÉRANT QUE :

1. Le [●], la Banque a publié un avis de marché (« **l'Avis de Marché** ») portant sur la sélection d'entreprises spécialisées dans [●], dans les domaines suivants :

Lot T1 : [●];

Lot T2 : [●]

Lot T3 : [●].

Lot T4 : [●], et

Lot T5 : [●].

2. Le Cahier des Charges de l'Avis de Marché (annexe A) précise la nature spécifique des travaux à fournir pour chaque lot ainsi que les modalités et conditions s'appliquant pour leur exécution ;

Le Cahier des Charges de l'Avis de Marché stipule que, pour chaque Lot, au minimum 2 et au maximum 5 contractants seront sélectionnés.

3. La Banque a décidé de conclure un accord-cadre multiple avec chaque contractant sélectionné pour un ou plusieurs lots (collectivement, « **les Contractants** ») et de conclure ensuite des contrats spécifiques avec les différents Contractants pour couvrir une mission spécifique liée à un lot donné;
4. Le présent accord-cadre multiple couvre les travaux visés au lot [●].
5. Les droits et les obligations mutuels de la Banque et du Contractant seront ceux mentionnés dans le présent accord-cadre multiple.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – DÉFINITIONS

Sont définis ci-dessous de mots et termes dont la définition ne figure pas dans les documents annexés au présent accord-cadre.

« **Accord** », le présent accord-cadre multiple ;

« **Avis de Marché** », l'avis de marché publié par la Banque le [●], pour [●];

« **Cahier des Charges de la Mission** », le descriptif de la mission transmis aux Contractants en vertu de l'article 4.1 ;

« **Conditions Générales de la Banque** », les modalités et conditions générales applicables aux accords-cadres pour l'exécution de travaux à la Banque européenne d'investissement, figurant à l'annexe B du présent Accord ;

« **Contractants** », les contractants dont les offres ont été sélectionnées par la Banque suite à l'Avis de Marché ;

« **Contrat** », un contrat passé entre la Banque et un Contractant en vertu de l'article 4.5 ;

« **Jour ouvrable** », un jour de la semaine durant lequel les bureaux de la Banque sont ouverts ;

« **Mission** », une mission de courte durée pour réaliser des objectifs spécifiques de la Banque ou une mission de longue durée pour répondre aux besoins constants de la Banque dans le contexte d'un lot donné ;

« **Offre** », l'offre soumise par le Contractant en réponse à l'Avis de Marché (annexe C au présent Accord) ;

« **Proposition** », la proposition soumise par un Contractant en réponse au Cahier des Charges de la Mission transmis par la Banque en vertu de l'article 4.1 ;

« **Rapport de Fin de Mission** », le rapport final que le Contractant est tenu de soumettre à la Banque une fois achevée sa mission ;

« **Travaux** », les travaux ou les projets que devra exécuter ou réaliser le Contractant en vertu du présent Accord et qui sont définis à l'article 2 ainsi que dans le Cahier des Charges de l'Avis de Marché ;

Article 2 – OBJET

- 2.1 Le présent Accord couvre l'exécution, à la demande de la Banque et conformément au Cahier des Charges de l'Avis de Marché, de travaux à [] de la Banque, qui entrent dans le cadre du lot [], (les « **Travaux** »).
- 2.2 Les procédures relatives à l'attribution et à l'exécution des différentes Missions sont exposées à l'article 4 ci-dessous.
- 2.3 Dans l'exécution de ses Missions, le Contractant s'engage à respecter les règles et réglementations en vigueur à la Banque qui auront été portées à sa connaissance et, en particulier, les Conditions Générales de la Banque qui sont exposées à l'annexe B.
- 2.4 Le Contractant devra désigner nommément une personne, ainsi qu'un suppléant, ayant la responsabilité générale de gérer et d'administrer le présent Accord, y compris les Cahier des Charges de la Mission qui seront émis par la Banque, les Propositions et les Contrats conclus avec la Banque, le cas échéant.
- 2.5 Le présent Accord ne confère au Contractant aucun droit pour exécuter des travaux ou réaliser des projets à la Banque et n'impose à la Banque aucune obligation de commander des travaux ou de projets au Contractant.

Article 3 – DURÉE

- 3.1 Le présent Accord entre en vigueur le [].
- 3.2 L'Accord est conclu pour une durée initiale de 4 (quatre) ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Il peut être renouvelé pour 3 (trois) périodes successives de 1an jusqu'à un maximum de 7 (sept) ans au total. Cette durée contractuelle ainsi que toutes les autres durées spécifiées dans l'Accord sont calculées en jours calendaires, sauf indication contraire.
- 3.3 En aucun cas, l'exécution des travaux ne pourra débuter avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord. De même, aucun Contrat (selon la définition de l'article 4 ci-dessous) ne pourra être conclu avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord.
- 3.4 L'Accord continuera de s'appliquer aux Contrats dont la date d'expiration est postérieure à l'expiration du présent Accord.
- 3.5 À la demande de la Banque, la durée du présent Accord pourra faire l'objet de 3 (trois) prorogations tacites d'1 (un) an chacune. La Banque fera part au Contractant de son intention de ne pas prolonger la durée de l'Accord moyennant une notification écrite avec un préavis d'1 (un) mois au minimum avant la date d'expiration normale de l'Accord.

La prolongation de l'Accord n'entraîne aucun changement ou report des obligations existantes.

Article 4 – PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES

- 4.1 Lorsque la Banque établit un besoin de services relevant du lot [], elle adresse par e-mail à tous les Contractants un Cahier des Charges de la Mission. La Banque précise dans le Cahier des Charges de la Mission la nature des services requis (la « **Mission** »).
- 4.2 Les Contractants sont tenus d'accuser réception du Cahier des Charges de la Mission par e-mail et de confirmer par e-mail leur disponibilité dans les 48 (quarante-huit) heures suivant la réception dudit Cahier des Charges de la Mission.

Les Contractants ayant répondu négativement ou n'ayant pas fourni de réponse dans le délai imparti ne participeront pas à la procédure d'attribution de la Mission.

- 4.3 Les Contractants ayant répondu positivement et dans le délai imparti sont tenus soumettre leur proposition respective par e-mail (la « **Proposition** ») en respectant la date de clôture pour la remise des propositions (la « **Date de Clôture** ») fixée dans le Cahier des Charges de la Mission. Des demandes de précisions peuvent être adressées par écrit à l'interlocuteur désigné de la Banque selon le délai imparti fixé dans le Cahier des Charges de la Mission, la Banque fournissant, à ce moment-là, une réponse écrite unique à toutes les questions posées par les Contractants.

La Proposition devra comprendre au minimum les informations telles que décrites au point 7.2.2.2 de l'annexe A.

- 4.4 La Banque évalue les Propositions selon le délai imparti fixé et les critères définis dans le Cahier des Charges de la Mission.

Si les Propositions ne répondent pas aux objectifs de la Mission ou si la Banque les juge inacceptables pour toute autre raison, il pourra être demandé aux Contractants de soumettre de nouvelles Propositions.

Un seul Contractant sera sélectionné pour chaque Mission. Tous les Contractants participants seront notifiés par écrit de l'issue du processus d'évaluation des Propositions.

- 4.5 Un Contrat sera conclu entre la Banque et le Contractant sélectionné pour la réalisation de la Mission.

4.5.1 La Banque enverra par e-mail un bon de commande (« **Purchase Order** ») au Contractant sélectionné pour la réalisation de la Mission. Dans ce cas,

- l'Accord,
- le Cahier des Charges de la Mission,
- la Proposition et
- le Purchase Order

formeront le Contrat conclu pour chaque Mission.

Les divers documents formant le Contrat sont réputés s'expliquer mutuellement et être complémentaires. En cas de contradiction entre certaines dispositions, l'ordre de priorité suivant s'applique: i) Accord, ii) Purchase Order, iii) Cahier des Charges de la Mission et iv) Proposition

4.5.2 Dans certains cas, par exemple dans le cas de missions plus complexes ou de plus de 500 000 EUR (cinq cent mille euros), la Banque enverra au Contractant un Contrat établi à l'aide du modèle standard de contrat de la Banque, en version papier et en double exemplaire, précisant les modalités de la prestation de travaux (quantité, désignation, qualité, délai imparti pour la livraison, etc.), conformément aux conditions énoncées dans l'Accord et le Cahier des Charges de la Mission.

Dans ce dernier cas, le Contractant devra retourner 1 (un) original du Contrat, dûment signé et daté, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés, afin d'accuser réception du Contrat et de signifier l'acceptation de ses conditions..

Les divers documents formant le Contrat sont réputés s'expliquer mutuellement et être complémentaires. En cas de contradiction entre certaines dispositions, l'ordre de priorité suivant s'applique : i) Accord ii) Contrat conclu pour chaque Mission.

- 4.6 Tous les Contrats conclus en vertu du présent Accord seront conformes aux conditions et modalités dudit Accord.
- 4.7 Le Contractant sélectionné pour la Mission exécute ladite Mission en conformité avec les termes énoncés dans le Cahier des Charges de l'Avis de Marché, le Cahier des Charges de la Mission et le Contrat.
- 4.8 Le Contractant exécute à chaque instant sa Mission en y apportant tout le soin et tout le savoir-faire raisonnables et en se conformant à tous les égards aux modalités et aux conditions contenues dans l'Accord et dans le Contrat.
- 4.9 Le Contractant accomplit sa Mission en agissant de concert avec le personnel expérimenté de la Banque.
- 4.10 Le travail accompli par le Contractant et par son personnel sera suivi tout au long de la Mission et le Contractant devra fournir, sur une base hebdomadaire, un rapport sur l'état d'avancement, la situation et les prévisions d'utilisation pour tous les éléments livrables et les ressources relatifs à la mission.
- 4.11 Une fois la Mission terminée, le Contractant remet à la Banque un rapport écrit sur la mission (le « **Rapport de Fin de Mission** ») présentant, pour les éléments livrables, les coûts et les durées de réalisation, les résultats attendus et les résultats effectifs, ainsi que toutes les modifications demandées.

En outre, à la fin de la Mission, le Contractant fournit à la Banque ses documents de travail témoignant dans le détail du travail accompli pendant la Mission. Ces documents de travail deviennent la propriété de la Banque. Le dernier paiement n'intervient qu'après approbation, par la Banque, du Rapport de Fin de Mission.

- 4.12 Dans le cas où l'exécution d'un Contrat n'aurait pas démarré dans les 10 (dix) jours qui suivent la date initialement prévue pour le début de la Mission et si la Banque juge inacceptable la nouvelle date éventuellement proposée par le Contractant, la Banque pourra annuler le Contrat sans notification préalable.

L'annulation prendra effet à compter du jour suivant celui de la réception, par le Contractant, de la notification par la Banque.

- 4.13 La Banque pourra annuler un Contrat à tout moment durant son exécution aux motifs et dans les conditions prévues à l'article 15 de l'annexe B pour ce qui concerne la partie restant à exécuter.

Article 5 – PRIX

- 5.1 En contrepartie de l'exécution de la Mission, le Contractant sera rémunéré sur la base des tarifs énoncés dans son Offre et conformément à la ventilation des coûts figurant dans sa Proposition.
- 5.2 Tous les prix sont exprimés en EUR et hors TVA (la Banque étant dispensée du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'article 21 du Protocole sur les Privilèges et Immunités).
- 5.3 Au cas où le Contractant demande, dans son Offre, que soit appliquée une indexation annuelle, les tarifs cités dans l'Offre sont révisés chaque année à la date anniversaire de l'Accord par indexation sur Indice des salaires appliqué au Grand-Duché de Luxembourg publié sur le portail des statistiques du Grand-Duché de Luxembourg (www.statistiques.public.lu).
- 5.4 Cette indexation se fera selon la formule décrite au point 7.4 de l'annexe A.

Article 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

- 6.1 Selon la nature et la durée des Travaux et le cahier des Charges de la Mission, le Contractant établit une facture :
- portant sur les travaux exécutés au cours du mois calendaire précédent au début de chaque mois calendaire, ou
 - une fois sa Mission terminée et, si la Mission porte sur la fourniture d'éléments livrables, après réception de ces derniers par la Banque.
- 6.2 L'établissement des factures ainsi que leur règlement par la Banque se font conformément aux dispositions de l'article 8 de l'annexe B.
- 6.3 Les paiements sont effectués sur le compte bancaire que le Contractant aura désigné par écrit à la Banque au moins 10 (dix) jours avant la date prévue pour le début de la Mission.

Article 7 – LIEU DE TRAVAIL

- 7.1 Le Contractant exécutera la Mission à partir du siège de la Banque au Luxembourg, ou, si la localisation d'une tâche particulière n'est pas précisée, à l'adresse (aux adresses) que la Banque indiquera au Contractant.
- 7.2 Moyennant l'autorisation écrite de la Banque, le Contractant pourra, pour des périodes clairement précisées et convenues à l'avance avec la Banque, travailler depuis son lieu de travail habituel.

Article 8 – RÉGIME JURIDIQUE

- 8.1 L'Accord sera régi par le droit luxembourgeois.
- 8.2 Les Parties au présent Accord se soumettent à la juridiction exclusive du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Article 9 – RÉSILIATION PAR L'UNE OU L'AUTRE PARTIE

- 9.1 Le présent Accord et tout Contrat en découlant pourront être résiliés conformément aux dispositions prévues à l'article 15 de l'annexe B.

Article 10 – SUSPENSION DE L'ACCORD

- 10.1 Sans préjudice de son droit à mettre fin à l'Accord, la Banque peut, à tout moment et pour tout motif, suspendre l'exécution du présent Accord ou de tout Contrat ou partie de Contrat en découlant. La suspension prendra effet à compter du jour de réception par le Contractant de la notification par la Banque, ou à une date ultérieure précisée dans la notification elle-même. La Banque peut, à tout moment après la suspension de l'Accord, demander au Contractant de reprendre l'exécution de l'Accord ou des Contrats non encore réalisés. Le Contractant ne pourra réclamer aucune indemnité pour cause de suspension de l'Accord ou de Contrats restant à exécuter.

Article 11 – NOTIFICATIONS, INTERLOCUTEURS

- 11.1 Les notifications et autres communications relatives au présent Accord et adressées à l'une ou l'autre partie seront formulées par écrit et effectuées en mains propres ou par lettre recommandée ou par e-mail ou par tout autre moyen de transmission apportant la preuve de leur réception par le destinataire, à l'adresse indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse préalablement communiquée par écrit :

pour la Banque :

À l'attention de ●
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
E-mail :

pour le Contractant :

A l'attention de ●
[adresse du Contractant]
E-mail :

- 11.2 Pour le calcul d'un délai, c'est la date du cachet de la poste ou, selon le cas, la date de réception de la transmission indiquée qui fera foi.
- 11.3 Le Contractant aura pour interlocuteurs à la Banque [M.]/[Mme] ●, à qui il rendra compte de l'exécution des tâches, et [M.]/[Mme] ● pour ce qui concerne les notifications, ou toute autre personne, tel que notifié par la Banque au Contractant de Service.

Article 12 – INTÉGRALITÉ DE L'ACCORD

- 12.1 Le présent Accord contient tous les avenants, stipulations et dispositions convenus par les Parties. Aucun agent ou représentant de l'une ou l'autre partie n'est habilité à faire une déclaration, à exercer une représentation, à faire une promesse ou à conclure un accord qui ne soit prévu(e) dans le présent Accord, et les Parties ne sauraient être tenues à aucune obligation ou responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard.
- 12.2 Les documents ci-dessous sont joints au présent Accord et considérés comme en faisant partie intégrante.
- (a) Annexe A – Cahier des Charges de l'Avis de Marché (y compris les clarifications avant la date limite de soumission des offres et les minutes de la réunion d'information/ de la visite sur place)
 - (b) Annexe B – Conditions générales applicables aux accords-cadres pour l'exécution de travaux à la Banque européenne d'investissement (y compris les clarifications du soumissionnaire fournies pendant l'évaluation des offres)
 - (c) Annexe C – Offre

12.3 En cas de contradiction entre certaines des dispositions du présent Accord, l'ordre de priorité suivant sera appliqué :

- 1) Dispositions exposées dans les articles 1 à 12 du présent Accord
- 2) Annexe A
- 3) Annexe B
- 4) Annexe C

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé 2 (deux) originaux du présent Accord en leurs noms respectifs à la date susmentionnée.

Luxembourg, le ●
Signé pour et au nom de la
BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

●, le ●
Signé pour et au nom de ●
[INSERER LE NOM DU
CONTRACTANT]
